

Margaret Maruani, Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011*

Paris, La Découverte, 2012

Olivier Marchand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6031>

DOI : 10.4000/travailemloi.6031

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2013

Pagination : 94-97

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Olivier Marchand, « Margaret Maruani, Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011* », *Travail et Emploi* [En ligne], 134 | avril-juin 2013, mis en ligne le 01 avril 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6031> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.6031>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

Margaret Maruani, Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011*

Paris, La Découverte, 2012

Olivier Marchand

RÉFÉRENCE

Margaret Maruani, Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011*, Paris, La Découverte, 2012, 229 p.

- 1 Dans cet ouvrage, Margaret Maruani et Monique Meron se proposent de « compter le nombre de femmes au travail de 1901 à 2011 et [de] conter l'histoire de ces chiffres » (p. 7), en rappelant que ces deux termes, compter et conter, proviennent du même verbe latin *computare*, et ont en commun les notions d'énumérer et de rendre compte. De fait, les auteures s'emploient plutôt à recompter qu'à compter et, en même temps, à « décrypter la façon de compter » (p. 7) pour raconter autrement.

Une analyse sur longue période de l'activité professionnelle féminine

- 2 L'introduction de l'ouvrage est fondamentale car elle présente à la fois les ambitions poursuivies par les auteures et la méthodologie mise en œuvre. Offrir la meilleure vue d'ensemble de l'activité professionnelle des femmes au XX^e siècle, en « reconstituer l'histoire des comptes » (p. 8) pour la démythifier, tels sont les principaux objectifs de l'étude qui privilégie comme source essentielle les recensements généraux de la population effectués tous les cinq ans¹ jusqu'en 1946, puis, de façon plus espacée, à partir de 1954. La méthode choisie consiste, non pas à reconstruire des séries les plus homogènes possibles autour d'un même concept d'activité, mais à prendre telles

quelles les données brutes et tenter de les « comprendre à partir des métamorphoses de définitions et des changements de points de vue sur l'activité laborieuse » (p. 13). Il s'agit donc d'une méthode qui, comme le reconnaissent les auteures, « exige rigueur et imagination » (p. 13, note b). La question essentielle qui est posée est celle de la définition et de la mesure de l'activité professionnelle des femmes, la façon dont le travail féminin est traité constituant une sorte de « fil rouge » pour comprendre la place faite aux femmes dans la société en différents lieux et à différentes époques.

- 3 Munies de ces principes, Margaret Maruani et Monique Meron traitent successivement des « Paysages et contours de l'activité » (première partie), des « Âges de la vie et [du] sexe de l'emploi » (deuxième partie), des « Pénuries d'emploi : chômage, sous-emploi et travail à temps partiel » (troisième partie) et des « Métiers d'antan, professions d'aujourd'hui » (quatrième partie).
- 4 Dans la première partie, les auteures dressent un panorama général de la place des femmes dans le monde du travail au XX^e siècle, très bien brossé : même s'il peut y avoir désaccord, non pas tant sur les évolutions que sur les niveaux, pour la première moitié du siècle, tout le monde se rejoint pour conclure à un formidable développement de l'activité féminine entre le début du XX^e siècle et le début du XXI^e. Ce développement va de pair avec le profond mouvement de salarisation qui a marqué tout le siècle dernier, en particulier les Trente Glorieuses², mais sans que les auteures puissent répondre à la question : « Le salariat a-t-il révélé l'emploi féminin ou l'a-t-il dopé ? » (p. 29). Alors que le salariat féminin connaît une croissance très forte, notamment dans le secteur tertiaire, on assiste à une élévation considérable des niveaux de formation des actives qui dépassent ceux des actifs à partir du milieu des années 1960.
- 5 Toutefois Margaret Maruani et Monique Meron s'intéressent beaucoup plus à la première moitié du XX^e siècle qu'à la seconde, en revenant sur un point qui semblait tranché parmi les économistes ou les historiens quantitatifs qui ont (re)construit des séries longues de population active et d'emploi sur cette période. De fait, c'est la convention de 1954 considérant que sont seulement comptées comme actives les personnes qui se déclarent comme travaillant ou comme recherchant un travail, qu'elles remettent fortement en cause, pour privilégier la convention antérieure à 1954 qui recommandait de classer parmi les actifs, au moins pour le secteur agricole, tous les membres en âge de travailler des ménages dont le chef est exploitant. La différence est évidemment considérable mais, aux yeux des auteures, il s'agit d'un choix, non pas technique mais idéologique, révélateur d'un modèle de la femme au foyer qui se serait épanoui durant la période d'après-guerre. En ce sens, l'activité professionnelle apparaît « évidente pour les hommes, contingente pour les femmes » (p. 57).
- 6 Autre message intéressant de ce premier chapitre, le rôle des guerres perçues comme des moments particuliers de la « mise au travail » des femmes et celui des périodes de crise vues comme des moments de « retour au foyer ». Cependant, l'affirmation selon laquelle l'effet des guerres sur l'activité féminine a été de nature essentiellement conjoncturelle n'est guère étayée.
- 7 Dans la deuxième partie, les mêmes évolutions sont analysées mais en faisant intervenir l'âge de façon à essayer de comprendre les « métamorphoses des cycles de vie professionnels des femmes et des hommes » (p. 16) au cours du siècle. À partir de graphiques synchroniques des taux d'activité, les auteures tentent ainsi de passer à des analyses diachroniques des comportements d'activité féminins, ce qui suppose, hypothèse forte, une certaine permanence de ces comportements au cours du temps.

Un des résultats majeurs qu'elles mettent alors en évidence est que la fameuse « courbe à deux bosses » des taux d'activité féminins durant le cycle de vie n'a véritablement été observée qu'entre la seconde guerre mondiale et les années 1970. Cette « spécificité » de l'activité féminine apparaît donc comme une parenthèse : « À partir de 1975, la courbe bimodale se transforme en cloche pour finir, à l'aube du XXI^e siècle, par ressembler à s'y méprendre à celle des hommes » (p. 77).

- 8 La tendance à la baisse des taux d'activité aux âges jeunes et élevés, pour les hommes comme pour les femmes, est également bien illustrée et commentée, sauf pour la toute fin de la période étudiée : la remontée des taux d'activité des jeunes et des seniors au cours des années 2000 est analysée comme un phénomène réel, en rupture avec les évolutions des décennies antérieures, alors qu'elle résulte en grande partie des changements de concept d'activité opérés entre le nouveau recensement de la population et les recensements précédents. Nous y reviendrons.
- 9 Par ailleurs, un encadré très utile évoque les évolutions des statuts et formes d'emploi repérés par les statisticiens, avec une opposition franche entre les modalités retenues dans les recensements de la première moitié du siècle dernier et celles apparues ensuite, qui distinguent notamment les non-salariés des salariés, et parmi ceux-ci, les « formes particulières d'emploi » comptabilisées à partir du recensement de 1990.
- 10 La troisième partie s'intéresse à ce que le Bureau international du travail (BIT) appelle aujourd'hui la sous-utilisation de la main-d'œuvre, c'est-à-dire le chômage, le sous-emploi qui, structurellement, fait partie du travail à temps partiel, et un phénomène que l'ouvrage décrit moins, celui des personnes dites inactives mais ayant encore des liens avec le marché du travail (c'est le cas par exemple des chômeurs découragés). L'« invention du chômage³ » à la fin du XIX^e siècle, à laquelle les auteures se réfèrent, a maintes fois été décrite par les historiens et sociologues. C'est effectivement au recensement de 1896 qu'apparaît la catégorie statistique de chômeur pour désigner les « ouvriers et employés sans place ». Le taux de salarisation avoisine alors déjà les 60 %, contrairement à ce qui est dit en haut de la page 106 à propos du salariat, « resté minoritaire durant tout le début du XX^e siècle ».
- 11 Bien que concluant à l'impossibilité de recenser un nombre de chômeurs et de chômeuses tout au long du XX^e siècle, les auteures décryptent les chiffres livrés par les recensements de 1901 à 1936, certes en montrant bien leurs limites mais en se livrant aussi à une interprétation détaillée de leurs variations intercensitaires ou de leur dispersion entre groupes professionnels. Les évolutions du chômage d'après-guerre sont mieux balisées, surtout lorsque les concepts modernes d'emploi et de chômage, adoptés lors de la huitième Conférence internationale des statisticiens du travail de 1954, auront été introduits dans l'enquête *Emploi* française en 1975 (et non en 1982 comme l'indique l'ouvrage). L'utilisation de ces concepts alimente de façon récurrente des polémiques sur les chiffres du chômage que l'ouvrage retrace bien ; les auteures y ajoutent l'idée, en partie justifiée, que les restrictions apportées au décompte du chômage par l'approche BIT affectent plus le nombre des chômeuses que celui des chômeurs. En ce qui concerne le travail à temps partiel et le sous-emploi, les séries statistiques démarrent au début des années 1970 : elles sont donc éprouvées et ont été déjà abondamment disséquées et commentées. L'ouvrage n'apporte guère de nouveautés à ce propos.
- 12 Sur la quatrième partie, essentiellement descriptive, ce qui n'enlève rien, au contraire, à son intérêt, nous passerons plus rapidement. L'analyse est rendue complexe, à la fois

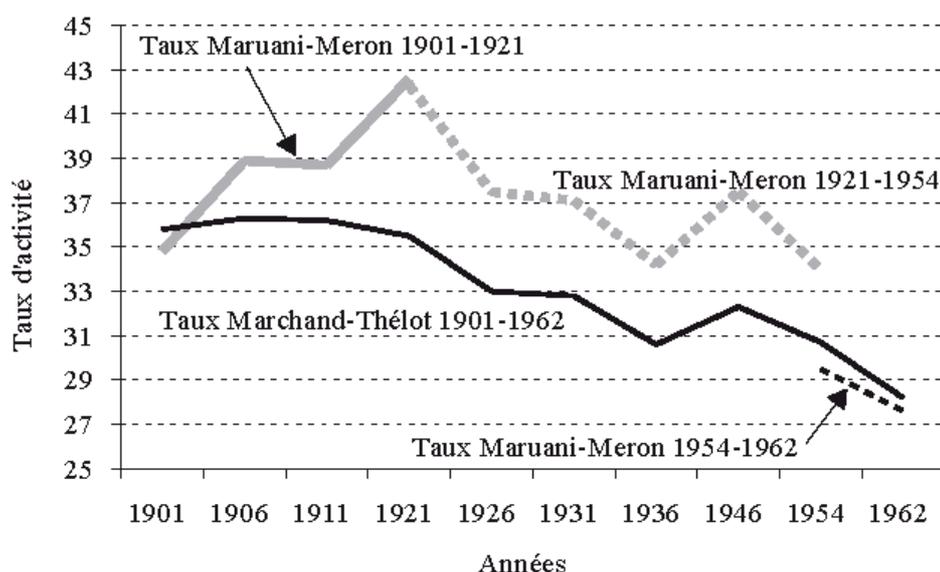
parce que des métiers meurent et d'autres naissent, et parce que des « ruptures de nomenclature qui cherchent à s'ajuster aux transformations du marché du travail et aux besoins accrus de comparaisons internationales » (p.155) interviennent. Néanmoins, le contraste entre la photographie de 1901 et celle de 2008 apparaît saisissant ; en outre, la place respective des hommes et des femmes au sein des secteurs et des professions évolue considérablement : « On constate au fil des ans le maintien de domaines qui restent presque exclusivement féminins ou masculins. Mais d'autres activités réservent des surprises, soit parce qu'elles sont moins mixtes qu'auparavant, soit parce qu'elles le sont devenues, soit encore parce qu'elles ont clairement changé de sexe » (p. 158).

- 13 Nous disposons donc avec ce travail d'une très belle analyse sur longue période de l'activité féminine en France, qui illustre bien les profondes différences entre les contributions de chaque sexe à la production nationale. Deux points méritent toutefois d'être rediscutés : d'une part, la question de la comparabilité des recensements de la première moitié du siècle dernier et de la « rupture » de 1954 ; d'autre part, le passage du recensement « classique » de 1999 au recensement « en continu » de 2008.

Comparabilité des conventions statistiques et ruptures de séries

- 14 Les statisticiens ou économistes qui ont voulu analyser de façon approfondie les grandes évolutions de l'activité à partir des données des recensements de la population s'accordent pratiquement tous pour considérer que les données issues des recensements du XIX^e siècle ne sont pas réellement exploitables et qu'il convient, si on ne recourt pas à une autre source, de ne démarrer qu'en 1896, ou même en 1901. Cependant, même dans ce cas, il faut tenir compte de l'enchaînement des trois recensements de 1891, 1896 et 1901 pour apprécier la qualité et la comparabilité des premiers recensements du XX^e siècle. Et, ce faisant, on ne peut pas considérer, comme le font Margaret Maruani et Monique Meron, que la série des recensements de 1901 à 1946 est homogène. L'analyse brute de leurs résultats conduit donc à des conclusions discutables quant à la stabilité de l'activité féminine durant ce demi-siècle. Et le fait qu'elles rejoignent celles de Jean Daric⁴ n'est pas totalement probant car celui-ci raisonne essentiellement sur les actifs non agricoles, justement pour contourner la question de la mesure de l'activité des aides familiaux dans l'agriculture. De fait, aussi bien Louis-André Vincent⁵ que Jean-François Royer⁶, Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud⁷ ou encore, Olivier Marchand et Claude Thélot⁸ ont cherché à corriger les résultats de chacun de ces recensements, et en particulier ceux de 1901 et 1906, avant d'en commenter les évolutions. Si on suit les auteures d'*Un siècle de travail des femmes en France*, on est amené à considérer que les taux d'activité féminins ont diminué mais seulement entre les deux guerres et, à nouveau, après 1946 (voir graphique présentant en comparaison l'évolution de 1901 à 1962 des taux d'activité féminins retenus par Margaret Maruani et Monique Meron d'une part, et par Olivier Marchand et Claude Thélot d'autre part). Le phénomène a été accentué par la Grande Dépression des années 1930 et par les effets de l'exode agricole qui, toutes choses égales par ailleurs, se traduit par une diminution du taux moyen d'activité, étant donné le niveau plus élevé de ces taux dans l'agriculture, majoritairement non salariée, que dans les autres secteurs de l'économie, beaucoup plus souvent salariés.

Graphique : Taux d'activité des femmes de 1901 à 1962



- 15 Il reste la question du changement de concept d'activité entre les recensements de 1946 et 1954. Pour les auteures, le choix opéré alors de se baser sur la déclaration des membres des ménages agricoles (jeunes, conjoints ou âgés) au lieu de les classer tous comme actifs occupés, semble tout à fait abusif. C'est pourtant la règle commune appliquée aux autres groupes professionnels, conforme en outre aux recommandations préconisées à l'époque par le BIT. Certains statisticiens comme Jean-François Royer⁹ ont reconstruit des séries 1896-1974 en « ancien concept », ce qui conduit à redresser les chiffres d'actifs agricoles d'environ 1,2 million à partir de 1954. Mais, d'après lui, il n'est pas possible de choisir entre les deux séries : « L'ancienne série a une définition apparemment plus objective, mais ce n'est sans doute qu'un leurre ... Mieux vaut considérer "ancienne série" et "nouvelle série" comme constituant une fourchette autour de la "vraie" valeur, fourchette malheureusement large » (p.3 de son document).
- 16 Dernier point, l'interprétation des évolutions observées entre les recensements de 1999 et 2008 accorde, là aussi, une trop grande importance aux données brutes sans tenir compte des différences de concept d'activité entre les deux dates. Les travaux méthodologiques menés par Olivier Marchand¹⁰ et Louis Meuric¹¹, qui comparent les données des recensements avec celles des enquêtes *Emploi* allant de mars 1999 à mars 2002 puis du premier trimestre 2002 au premier trimestre 2008, montrent bien que le nouveau recensement surestime notablement l'activité des jeunes et des seniors par rapport aux recensements antérieurs. De fait, si l'activité des plus de 50 ans augmente effectivement depuis le début des années 2000, mais moins que ce qu'indiquent les recensements, l'activité juvénile n'évolue guère sur la même période, si l'on exclut les fluctuations conjoncturelles liées aux évolutions de l'activité économique¹².
- 17 Ces quelques réserves conduisent à nuancer certaines des interprétations de Margaret Maruani et Monique Meron sans remettre en cause tout l'intérêt de leur travail et le plaisir que l'on prend à confronter les analyses de différents auteurs qui, partant des mêmes données, les interprètent différemment.

NOTES

1. Sauf, bien sûr, pendant les années de guerre, en 1916 et en 1941.
2. Voir Marchand O. (1998), « Salarariat et non-salarariat dans une perspective historique », *Économie et statistique*, n° 319-320, pp. 3-11.
3. Voir Salais R., Baverez N., Reynaud B. (1986), *L'invention du chômage : histoire et transformations d'une catégorie en France des années 1890 aux années 1980*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Économie en liberté ».
4. Daric J. (1947), *L'activité professionnelle des femmes en France*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Travaux et Documents », cahier n° 5.
5. Vincent L.-A. (1965), « Population active, production et productivité », *Études et Conjoncture*, février.
6. Royer J.-F. (1975), *L'exode agricole va-t-il bientôt tarir ?*, Paris, Insee.
7. Carré J.-J., Dubois P., Malinvaud E. (1972), *La croissance française, un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, Paris, Le Seuil.
8. Marchand O., Thélot C. (1991), *Deux siècles de travail en France*, Paris, Insee, coll. « Insee études » et Marchand O., Thélot C. (1997), *Le travail en France, 1800-2000*, Paris, Nathan, coll. « Collection Essais & recherches. Série Sciences sociales ».
9. Royer (1975), *op. cit.*
10. Marchand O. (2007), « Évolution de l'activité professionnelle entre le RP de 1999 et les nouvelles enquêtes annuelles de recensement (2004-2005-2006) », note interne à l'Insee n° 1510/DG75-F001, juin.
11. Meuric L. (2011), « Comparabilité du RP1999 et du RP2007 », présentation faite en séminaire interne Insee le 19 mai 2011.
12. Minni C. (2012), « Emploi et chômage des 15-29 ans en 2011 », *Dares Analyses*, n° 090.

AUTEURS

OLIVIER MARCHAND

Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)